

CONGO : l'impérialisme à la recherche d'un nouveau sauveur

La date du 30 juin a marqué un tournant important dans l'histoire du Congo. C'est à cette date que l'occupation du territoire par les Nations Unies prenait fin. Cette date marquait aussi l'échéance du mandat de quatre ans du président de la République du Congo, Kasavubu, et la clôture de la première session du Parlement congolais.

A l'approche de cette échéance, l'anxiété grandissait dans les cercles impérialistes et chez leurs complices congolais en prévision de l'effondrement possible du régime néo-colonialiste de Kasavubu et Mobutu. Son principal représentant, le premier ministre « socialiste » Cyrille Adoula, a du reste publiquement admis la faillite de sa gestion. Son pouvoir est virtuellement inexistant au-delà du quartier « européen » (blanc) de Léopoldville et même là, son autorité se trouve sérieusement battue en brèche par des forces et des actions souterraines. D'importantes régions du pays comprenant les provinces de Kouilou, le Nord Katanga, la province de l'Est et une grande partie du Kivu, ont mis en place de nouvelles administrations lumumbistes qui ne reconnaissent pas l'autorité des fantoches du gouvernement central.

Dans l'armée Mobutu, c'est la désintégration. A maintes reprises, des contingents de cette armée ont refusé de se laisser engager dans des batailles rangées avec les éléments insurrectionnels. Au Kivu, au cours d'un accrochage, le général Mobutu fut contraint de donner lui-même l'assaut, comme un chef de guerre féodal, de façon à contraindre ses propres hommes à le suivre.

A l'extérieur, les capitalistes laissent percer leur pessimisme quant aux perspectives congolaises. A Bruxelles, la cote des actions du plus puissant trust congolais, l'Union minière, représente à peine dix pour cent de la plus haute valeur relevée en 1957.

En même temps, les capitalistes belges, qui sont plus directement intéressés à l'exploitation des énormes richesses naturelles du Congo, et les capitalistes américains qui ressentent avec le plus d'acuité qu'il leur faut « conserver le Congo à la libre entreprise » et « le préserver du communisme », choisissaient, dans l'éventualité où le régime néocolonialiste s'effondrerait comme un château de cartes, de s'engager frénétiquement dans une autre direction. L'opération qu'ils tentent est assez étrange. Ils poussent sur le devant de la scène un nouveau sauveur, une figure célèbre, Moïse Tshombé.

Il est ce politicien tribal du Sud Katanga qui, par des tours de passe-passe variés et d'abondantes libéralités, parvint le premier à devenir le représentant de la province du Katanga, puis le chef de la nation « indépendante » du Katanga. Réalisée avec l'appui direct du personnel militaire belge et des capitalistes de Belgique, cette opération fut déclenchée lorsque le Congo réalisa son indépendance en juillet 1960. La trahison de Tshombé couronnait l'énorme crise interne dans laquelle se débattait le pays et conduisait logiquement à l'occupation par les troupes des Nations Unies.

L'intervention des forces militaires de l'O.N.U., comme le précisait la résolution de l'Assemblée générale, avait pour but de restaurer l'unité du pays ; les raisons réelles, par contre, n'étaient pas ouvertement exposées. Elles apparaissent avec l'évincement du premier ministre Patrice Lumumba et la façon odieuse dont il fut assassiné. Finalement, il y eut conflit entre les troupes de l'O.N.U. et les « gendarmes » de Tshombé. Tshombé fut déposé et ce sinistre personnage dut s'exiler à Madrid où le régime fasciste de Franco l'assura de son amitié.

De Madrid, Tshombé n'est pas revenu directement au Congo. Il s'est arrêté d'abord à Bruxelles où il a eu de longues conversations avec le ministre des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak et l'ambassadeur américain Douglas Mac-Arthur. La cordialité de ces entretiens, menés, comme l'indiquait la presse, dans la perspective de l'installation d'un Chiang-Kai-chek au Congo, ne laisse aucun doute sur le fait que Tshombé retourne à son champ d'action mandaté par l'impérialisme, et avant tout par le président Lyndon Johnson.

La candidature Tshombé fut soigneusement étudiée à la fin de l'occupation de l'O.N.U. en prévision de son rôle de sauveur, d'unificateur et de pacificateur de son pays. Cette étude, s'avérait assez utile vis-à-vis de tous ceux qui avaient observé la façon dont il avait détruit l'unité du pays en opérant la sécession katangaise, dont il avait paralysé le gouvernement central en retenant les deux tiers des taxes et droits de douane, dont il avait directement trempé dans le meurtre de Patrice Lumumba et étouffé le crime. L'opinion publique associe Tshombé à son entourage : bandits de l'O.A.S. revenus d'Algérie, anciens SS spécialistes de la chambre à gaz, contre-révolutionnaires cubains en quête d'une activité temporaire avant de retourner tenter l'invasion de leur propre pays.

Une des principales tactiques dans la préparation psychologique nécessaire à son nouveau rôle d'« arbitre », au-dessus de tous les groupes politiques congolais, fut les « révélations » merveilleusement orchestrées qu'il fit à un journaliste réactionnaire belge au sujet du meurtre de Lumumba : son propre rôle y apparaissait innocent et la responsabilité était rejetée sur Cyrille Adoula.

Dès son arrivée à Léopoldville, Tshombé, homme de confiance de l'impérialisme, convoqua aussitôt Kasavubu, Adoula et les principaux leaders des groupes et sectes néocolonialistes. Il leur précisa ses intentions : amnistie générale pour les prisonniers politiques et invitation faite aux leaders lumumbistes de sortir de leur exil. Et pour prouver la sincérité de ses intentions libérales, il réclama la libération immédiate d'Antoine Gizenga, principal lieutenant de Lumumba et ancien vice-président du gouvernement Adoula, gardé à vue dans une île du fleuve Congo, malgré les demandes réitérées du Parlement en vue de sa libération.

Autre démarche significative : sur le chemin de Bruxelles à Léopoldville, Tshombé s'est arrêté à Bamako, capitale du Mali, où il a évidemment recherché un blanc-seing d'approbation de la part de tous les Etats africains indépendants en ce qui concerne sa « légitimité ».

La presse impérialiste est habilement entrée dans le jeu en faisant état de la satisfaction « populaire » devant la réapparition de Tshombé au Congo. Sans doute assista-t-on à quelques « démonstrations », d'une spontanéité cependant discutable. Mais Tshombé est un sauveur bien nanti. Il possède plusieurs millions de dollars en or et de solides comptes courants dans les banques européennes, tandis que les autres chefs de bande congolais de son style ou de son engagement manquent d'argent. Son arrivée est donc de nature à susciter un fort courant d'enthousiasme chez les recruteurs et agitateurs de tavernes.

La réapparition de Tshombé a naturellement une signification très nette dans le contexte politique de Léopoldville. La faillite du gouvernement Adoula a paralysé les structures de l'Etat. Les politiciens, bourgeois en formation, orientent leurs trafics économiques en utilisant l'appareil de l'Etat, mais aucune des factions qu'ils constituent n'est en mesure de s'imposer au pays entier, tiraillé entre les marchandages et les compromis où s'illustrent les représentants politiques régionaux. Tshombé reste le maître de la plus riche région du pays, le Sud Katanga, où il contrôle les chefs locaux. La décision de faire de lui le chef d'un gouvernement de « réconciliation nationale » n'est pas aussi illogique qu'il pouvait sembler d'abord.

Pourtant, pour y parvenir, il lui faudra remplir une condition essentielle, à savoir convaincre les groupes lumumbistes insurrectionnels opérant dans de nombreuses régions de coopérer avec lui et d'accepter des postes dans son gouvernement. Le feront-ils ? Peuvent-ils accepter le leadership d'un chef néocolonialiste qui continue de superviser quelque 2.000 « gendarmes » armés en action en Angola où ils sont placés sous l'autorité des maîtres colonialistes portugais ?

Il y a malheureusement de grandes chances que beaucoup d'entre eux en subissent au moins la tentation. Gbenye, devenu le chef du groupe parlementaire du M.N.C.-Lumumba

(Mouvement National Congolais) à Léopoldville après l'arrestation de Gizenga et jusqu'à ce que lui-même fût contraint à l'exil, a pris l'initiative de négociations directes avec d'importants groupes financiers belges pour la « réintégration » des forces lumumbistes dans la « légalité congolaise ». Notons qu'il fut expulsé du Comité de Libération Nationale à Brazzaville sous l'accusation de détournement de fonds, mais qu'un des principaux chefs de guérillas, Gaston Soumialot, continue de reconnaître son autorité. D'autres anciens leaders lumumbistes passent actuellement pour être soit démoralisés, soit corrompus.

Du reste, ils avaient auparavant hâté par leur comportement leur propre destruction. A un moment crucial de la guerre civile, Gizenga, chef du gouvernement rival de Stanleyville et maître d'une armée avec laquelle il contrôlait le nord et l'est du pays, jugea bon d'accepter la « réconciliation » que lui proposait le gouvernement de Léopoldville. Le résultat fut la destruction de son fief, la perte ultérieure de son poste au sein de la coalition gouvernementale, le paiement de sa participation par le démantèlement de son autorité à Stanleyville et finalement son arrestation et son emprisonnement.

Lumumba lui-même commit deux erreurs colossales. Au lieu de renforcer les bases révolutionnaires de son mouvement et de mobiliser la population dans le style de Fidel Castro, il céda aux instances des Nations Unies. Non seulement il perdit ses fonctions

de premier ministre à Léopoldville, mais il ne songea même pas alors à se retrancher à Stanleyville où il avait de nombreux partisans et pouvait organiser la contre-offensive nécessaire à la récupération des positions perdues. Il demeura à Léopoldville pour faire entendre sa protestation et dénoncer l'illégalité des mesures prises par Kasavubu contre lui. Ce qui eut pour résultat de le conduire à la fin tragique que l'on sait.

La plupart des leaders politiques radicaux du Congo n'ont pas encore tiré de leurs erreurs les conclusions nécessaires. Beaucoup d'entre eux paraissent même tout à fait prêts à les commettre de nouveau. Il est possible cependant que l'influence du parti communiste chinois ou de tendances similaires les aide à résister aux manœuvres de séduction de Tshombé. L'instinct révolutionnaire des combattants des guérillas qui ont été mobilisés dans la lutte peut également peser dans le même sens.

Reste à savoir si, en l'absence d'un parti révolutionnaire, ces tendances s'avéreront suffisamment fortes pour éviter aux leaders lumumbistes de tomber dans les filets de Tshombé, ou si elles lui laisseront l'occasion qu'il recherche d'accomplir une sorte de stabilisation néocolonialiste temporaire. S'ils évitent le piège, la « réconciliation nationale » de Tshombé ne saurait rien figurer d'autre qu'un regroupement des éléments conservateurs, face à la marée montante de la révolution congolaise.

A.N.

LE KIVU A TOUJOURS ÉTÉ LUMUMBISTE

pour comprendre les événements du Congo

En janvier, Pierre Mulele, qui vivait dans la clandestinité, a pris la direction du mouvement insurrectionnel contre le pouvoir constitué. Ainsi, les habitants du Kouilou ont décidé de combattre les canons, les bombes, les mitrailleuses d'un pouvoir imposé par l'étranger, avec des lances et des flèches. Mulele est-il communiste ? Non. Tous savent qu'au Congo, on utilise les étiquettes politiques sans se rendre compte du sens exact des vocables. Dans notre pays, il y a de très nombreux hommes de gauche ; pour les isoler, on leur applique habituellement des étiquettes étrangères. Mulele est apparu dans une situation humaine insupportable, et tous sont solidaires de lui : des communistes, des progressistes, des socialistes, des chrétiens ou des démocrates. Il faudrait avoir un cœur de fer pour rester insensible devant les conditions d'un peuple qui doit effectuer des opérations chirurgicales avec des lames de rasoir, qui s'abîme dans la barbarie. Mulele est parti du principe que les conditions actuelles ne permettent pas encore de mobiliser tout le peuple congolais.

Au Kivu, au contraire, les partis lumumbistes (M.N.C.-Lumumba, U.F.P.C.-Balubakat et LUKA) ont réalisé un front populaire. On connaît du reste le caractère révolutionnaire de la province du Kivu. Là est né le premier parti socialiste de gauche, le fameux CERFA, qui a ensuite éclaté en plusieurs fractions, dont l'aile gauche, la plus nombreuse, a pris le nom d'U.F.P.C. (Union des Forces Congolaises).

Région située presque entièrement à 2.000 m d'altitude, le Kivu jouit d'un climat éternellement printanier. En janvier 1961, un gouvernement ouvrier-paysan fut établi dans cette province, que j'avais l'honneur de présider, et dont le ministre de la Justice fut Gaston Soumialot, l'actuel chef du mouvement insurrectionnel du Kivu. A cette occasion, une véritable conscience de lutte commença à être formée dans le peuple. Les ouvriers occupèrent les bureaux et les usines abandonnés par les colons blancs ; les paysans occupèrent les plantations. Puisqu'il y avait pénurie de main-d'œuvre, ils commencèrent à s'organiser en autogestion ; les ouvriers et paysans du Kivu ont ainsi démontré ce que peut valoir l'homme noir, quand il travaille en liberté, comme l'avait dit Patrice Lumumba.

On m'avait taxé moi aussi de communiste parce que j'avais refusé de faire

tirer sur la population sous-alimentée qui avait saisi les biens vacants. Il faut d'ailleurs ajouter que ces biens vacants n'étaient pas tels, puisqu'ils appartenaient au peuple congolais. En 1962, les paysans commandés par le chef révolutionnaire Alexandre Kabari, avaient occupé Bukavu ; il a fallu les canons de l'O.N.U. pour les obliger à retourner dans leurs montagnes. En décembre 1963, les élections municipales se soldèrent par une victoire des partis lumumbistes, qui remportèrent 86 % des voix. On pourrait se demander comment le mouvement insurrectionnel a pu établir son centre dans le territoire d'Uvira, le moins lumumbiste du Kivu ; en fait, les lumumbistes représentent 60 % de la population, alors qu'ils atteignent 95 % dans les autres territoires.

La seule explication, c'est qu'Uvira occupe une importante position stratégique ; il s'agit d'un port sur le lac Tanganyika, où sont notamment stockés les carburants. La seule autostrade de l'est du Congo, longue d'environ 110 km, traverse la région insurgée sur quelque 60 km. Dans la plaine du Ruzizi on a construit une usine qui appartient à la plus grande sucrerie d'Afrique centrale. Les lumumbistes savent, certes, qu'il ne suffit pas d'occuper une ville comme Uvira pour chanter victoire ; il ne s'agit que d'une étape qui ouvre la voie à d'autres succès.

Pour le moment, la stratégie lumumbiste consiste à rechercher des alliances internationales qui pourraient détruire la clique des opportunistes, véritables Chiang Kai-chek africains. Comme l'a dit Fidel Castro le 1^{er} mai à La Havane : « Puis-ent les dirigeants américains se rendre compte de leurs erreurs et de la stupidité de leur politique »...

ANICET KASHAMURA.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39

Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2^e - Tél. : GUTenberg 06-57.

Le gérant : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12^e